



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la Coordination des
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

Arrêté préfectoral d'autorisation DCPAT-2024 n°432

**Société SANTRAC site de « La Terrinière »
à Chambellay et Chenillé-Champteussé**

Exploitation d'une sablière et traitements de matériaux

Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques,

VU le Code de l'environnement, et notamment son titre Ier du livre V et son article R.181-46 ;

VU le décret du président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'Etat, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n° 2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une carrière de sables et de graves et ses installations de traitement des matériaux DIDD-2013 n° 24 du 14 février 2013 pour une durée de 11 ans (emprise de 13 ha 95 a 15 ca, production de 49 000 t/an) au bénéfice de la société SANTRAC au lieu-dit « La Terrinière » sur les communes de Chambellay et de Chenillé-Champteussé ;

VU le pris acte du préfet du 24 avril 2013 actant la cessation d'activités et la remise en état des parcelles B 359, B 455, B 461 et B 462 ;

VU l'arrêté préfectoral DIDD-2024 n°129 du 18 juin 2024 accordant une prolongation d'exploitation d'une durée d'1 an jusqu'au 13 février 2025 ;

VU la demande de la société SANTRAC du 28 octobre 2024 sollicitant une prolongation d'une année de l'autorisation d'exploiter la carrière au lieu-dit « La Terrinière » notamment à Chenillé-Champteussé sur le territoire des communes de Chambellay et de Chenillé-Champteussé ;

VU le dossier joint à la demande ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 09 décembre 2024 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté le 10 décembre 2024 à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observation de la part de l'exploitant sur ce projet en date du 10 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que la modification sollicitée de prolongation de l'autorisation d'exploiter de la carrière pendant une durée d'une année supplémentaire n'entraîne aucune extension de

l'exploitation géographique ou quantitative des matériaux extraits ni ne génère d'effet supplémentaire ou non-maîtrisé dans l'environnement de l'exploitation ;

CONSIDÉRANT que cette nouvelle demande de prolongement de la durée d'exploitation résulte de la nécessité de conduire la procédure de modification du PLU préalable à la présentation du projet d'extension de la carrière sur les parcelles B 293 et B 294 ;

CONSIDÉRANT que cette nouvelle demande de prolongement de la durée d'exploitation résulte de la nécessité d'achever les extractions et le réaménagement de la parcelle B 433 actuellement en cours d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que la modification sollicitée n'est pas substantielle au sens des articles R. 181-46-I et L. 181-14 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la modification sollicitée nécessite toutefois des modifications de l'autorisation existante pour pouvoir être mises en œuvre ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de modifier ou compléter les arrêtés préfectoraux DIDD-2013 n° 24 du 14 février 2013 et DIDD-2024 n°129 du 18 juin 2024 susvisés pour prendre en compte la demande de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 ;

CONSIDÉRANT que les dispositions prises dans l'arrêté préfectoral DIDD-2013 n° 24 du 14 février 2013 et DIDD-2024 n°129 du 18 juin 2024 susvisés et celles prescrites dans le présent arrêté préfectoral complémentaire, sont de nature à préserver les dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature limitée de la modification et de ses effets sur l'environnement permet au préfet de Maine-et-Loire de prendre un arrêté sans qu'il ne soit nécessaire de solliciter l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de Maine-et-Loire, comme le permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Sur la proposition du Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

ARRÊTE

TITRE 1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DES PRESCRIPTIONS

Article 1.1. – Objet de l'arrêté

La Société SANTRAC, dont le siège social est situé ZI La Sablonnière, Le Lion d'Angers (49 220), est autorisée, sous réserve de respecter les dispositions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « La Terrinière » sur le territoire des communes de Chambellay (49 220) et de Chenillé-Champteussé (49 220).

Cet arrêté complète les prescriptions des arrêtés préfectoraux DIDD-2013 n° 24 du 14 février 2013 et DIDD-2024 n°129 du 18 juin 2024 qui restent applicables sauf pour les dispositions explicitement modifiées et détaillées ci-après.

Article 1.2. – Durée de l'autorisation

La durée de l'autorisation d'exploiter de 11 ans, prescrite au chapitre 1.4 de l'arrêté préfectoral DIDD-2013 n° 24 du 14 février 2013, prolongée jusqu'au 13 février 2025 est **augmentée d'une année supplémentaire, jusqu'au 13 février 2026.**

Article 1.3. – Situation géographique

L'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 13 février 2013, relatifs à la « Situation de l'établissement » est remplacé par la rédaction suivante :

1.2.2 – Implantation géographique

L'autorisation porte exclusivement sur les parcelles listées ci-après affectées aux fonctions suivantes, qui relèvent des plans cadastraux des communes de Chambellay et de Chenillé-Champteussé :

| Communes | Zonage | Références des parcelles | Situation (*) | Superficies |
|------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-----------------------|
| Chambellay Section OB | Parcelles réaménagées en agriculture en 2024 (cessation partielle d'activités) | 800 et 801 | Sud | 40 230 m ² |
| | Installations de traitement, pistes et stocks | 362pp, 413pp, 415pp, 417pp, 418pp, 427pp, 428pp, 429pp, 430 à 433, 434pp, 435pp, 488b, 1050pp, 1105pp, 1150pp et 1248pp, | Centrale | 56 258 m ² |
| Chenillé-Champteussé Section OA | Parcelle réaménagée en maraîchage | 301 | Nord | 41 075 m ² |
| | Emprise de la zone d'extraction actuelle | 433 | | |

(*) La situation géographique des parcelles citées est donnée par rapport à l'installation de traitements des matériaux considérée comme centrale de la carrière

Article 1.4. – Garanties financières

Pour la durée de la prolongation autorisée au titre du présent arrêté, pour la période du 13 février 2025 au 13 février 2026 le montant des garanties financières est de 164 148 € TTC indexé sur l'indice TP01 d'octobre 2009 pris comme référence initiale.

La société SANTRAC transmet au préfet de Maine-et-Loire l'acte de cautionnement correspondant dès la notification du présent arrêté.

TITRE 2 - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 2.1. – Frais

Tous les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.2. – Délais et voies de recours

En application de l'article L514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 2.3. – Publicité

Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies de Chambellay et de Chenillé-Champteussé, pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 2.4. – Modalité d'exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, Madame le sous-préfet de Segré-en-Anjou-Bleu, la colonelle, commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes de Chambellay et de Chenillé-Champteussé, ainsi qu'à la société SANTRAC.

Fait à Angers, le **23 DEC. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire général de la préfecture,

Emmanuel LE ROY